

**COUP D'ETAT ET RÉVOLUTION  
EN EUROPE DU SUD-OUEST  
(1640-1975)**

**Thierry COUZIN**

Docteur en histoire, Université de Nice-Sophia Antipolis

Au XIII<sup>ème</sup> siècle l'ouverture des passages alpins<sup>1</sup> fit redécouvrir à l'initiative des villes de l'Italie du nord les anciennes voies de communications romaines par lesquelles se propagea le progrès technique issu de la maîtrise mécanique de l'énergie par rotation<sup>2</sup>. Le transfert géographique des pôles du système duquel sortit plus ou moins tardivement la révolution industrielle attendra cependant que les marchés méridionaux soient décisivement conquis suivant la voie maritime en faveur de l'Europe du nord-ouest au XVII<sup>ème</sup> siècle<sup>3</sup>. Une sorte de cristallisation des rapports sociaux inaugura alors une histoire de longue durée essentiellement marquée par un effort pour constituer un marché national et dont les contradictions aboutirent à des flambées de violences qui posèrent avec acuité la question du pouvoir dans la mesure où la voie méditerranéenne fut emplie d'équivoques sur l'origine interne ou externe des mutations par lesquelles l'Etat put devenir le lieu à partir duquel pouvait s'amorcer la modernisation.

C'est la rencontre de deux mouvements historiques qui caractérise les espaces fragmentés de l'Europe du sud. La petite propriété paysanne, les plaines irriguées et le domaine montagnard y coexistent. Une économie à la structure communautaire tenait sa logique de l'interpénétration du marché local et du marché interrégional. Dans ce cadre il y eut maintien de l'échange de troc à l'intérieur de transactions monétisées<sup>4</sup>. Sur cette évolution interne vint se greffer le développement de relations dont la spécificité consistait dans la capacité à ankyloser les rapports de production dus à la surimposition d'une concurrence internationale dont l'action était mondiale : l'Angleterre. Dans sa phase supérieure ce contact a pu être instauré sous la forme d'une guerre, ainsi contre la France, au terme de laquelle par le traité d'Utrecht de 1713 le Royaume-Uni, outre l'obtention de l'*Asiento*<sup>5</sup>, renforçait sa présence en Méditerranée avec l'attribution de Gibraltar et de Minorque<sup>6</sup>. Autant dire que le concept de révolution périphérique engageait tout une conception du développement politique. L'apparition d'une différenciation entre régions et secteurs arriérés et zones d'expansion capitaliste impliqua des oppositions éventuellement violentes gênant l'émergence de la nation<sup>7</sup>. D'un bout à l'autre de la péninsule ibérique, l'Andalousie et la Catalogne prirent la tête d'une résistance à l'Etat castillan dans les années 1870. Celle-ci renvoyait à la formation des provinces qui entendait équilibrer au XVII<sup>ème</sup> siècle d'importantes disparités régionales parmi lesquelles la forte attraction internationale de Séville et la polarisation de Barcelone sur l'arrière-pays catalan<sup>8</sup>. La monarchie hispanique au temps de sa plus grande extension dut ainsi essayer entre 1637 et 1647 une série de révolutions qui conduisirent en 1640 à la sécession du Portugal et de la Catalogne et dans le royaume de Naples à la

---

<sup>1</sup> Gérard-François Dumont, Amselm Zurfluh (dir.), *L'arc alpin. Histoire et géopolitique d'un espace européen*, Zürich, 1998, pp. 30-32

<sup>2</sup> Carlo M. Cipolla, *Storia economica dell'Europa pre-industriale*, Bologna, 2002, pp. 197-225

<sup>3</sup> Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, 1990, Vol. I, pp. 578-580

<sup>4</sup> Fernando Medeiros, « Espaces ruraux et dynamiques sociales en Europe du Sud », dans *Annales E.S.C.*, 1988, 5, pp. 1081-1107

<sup>5</sup> Monopole de l'introduction des esclaves noirs dans l'Empire espagnol qui traduit une perte de puissance de la métropole, l'*Asiento* fut d'abord un contrat de droit public passé avec un particulier puis devient un traité passé successivement avec les Portugais, les Français et enfin les Anglais. Il promettait la mainmise directe sur le commerce de l'argent d'Amérique, Frédéric Mauro, *L'expansion européenne (1600-1870)*, Paris, 1988, p. 145

<sup>6</sup> André Lespagnol, « Guerre et commerce maritime dans la phase initiale de la « Seconde Guerre de Cent ans » (1688-1713) », dans *Les Européens et les espaces océaniques au XVIII<sup>ème</sup> siècle*, Colloque, Paris, 1997, pp. 83-98

<sup>7</sup> Witold Kula, « Secteurs et régions arriérés dans l'économie du capitalisme naissant », dans *Studi Storici*, 1960, 3, pp. 569-585

<sup>8</sup> José Gentil Da Silva, *En Espagne. Développement économique, subsistance, déclin*, Paris, 1965, pp. 97-179

prééminence des robins<sup>9</sup>. D'autre part, le problème de l'épanouissement de l'Etat moderne dans le sud-ouest de l'Europe se trouva démultiplié lorsqu'il s'est agi de son extension en Amérique, en Asie et en Afrique. Cette diffusion supposait l'existence d'une greffe à un moment donné et sa réussite dans les termes d'une acculturation<sup>10</sup> dont la traduction sociale inévitablement aurait relevé des appareils idéologiques qui en permettaient la perpétuation dans la mesure où ils occupaient une place au-delà de la distinction entre le privé et le public réservée à l'Etat lui-même<sup>11</sup>. Reste que dans les Etats nés de la décolonisation, la promotion sociale s'étant faite en faveur de la bureaucratisation, l'esprit d'entreprise qui caractérisa la montée de la bourgeoisie européenne au XIX<sup>ème</sup> siècle lui fit défaut<sup>12</sup>. Du moins cette réalité s'inscrivit-elle dans un processus complexe que l'Histoire pris de biais. En Egypte la présence de Napoléon Bonaparte en 1799 avait contribué à la prise en charge de la modernisation, déjà engagée par l'Empire Ottoman, par les élites provinciales<sup>13</sup>. Quelques décennies plus tard, au Maghreb, l'occupation française priva ainsi ces pays d'un développement propre<sup>14</sup>. Par conséquent la question nationale s'ajouta également comme un élément constitutif des nouveaux Etats dans les luttes mettant en jeu la dislocation des empires coloniaux. Le déclassement qu'elles entraînèrent dans l'ordre externe au profit des forces armées, ainsi en Algérie dans les années 1950, s'accompagna après l'indépendance d'un processus de reclassement interne favorable à l'émergence d'une société civile<sup>15</sup>. On peut être surpris que dès le second XVI<sup>ème</sup> siècle cette captation par le Prince, en l'occurrence Emmanuel-Philibert, des forces vives de la société et de leur numéraire à son service fut constitutif de l'Etat savoisien. Avec le temps les besoins de la guerre évoluèrent vers une enflure bureaucratique à la mesure de l'insertion des créanciers comme des mercenaires dans l'entourage de la cour avec son cortège de titres nobiliaires<sup>16</sup>. Une telle thèse pose en effet un précédent à l'idéologie militaire prévalant dans la société italienne sous le fascisme. Ailleurs, c'est la problématique de la réception de la Révolution française sous sa forme napoléonienne à laquelle il fallut réagir. On a tort de présenter ce régime comme un simple césarisme dans la mesure où la différence entre les Anciens et les modernes à propos de la légitimation du pouvoir se déplace ainsi dans un temps inauguré par César franchissant le Rubicon, fait de brèves apparitions et de longues éclipses, mais qui changea décisivement de forme quant à la responsabilité vis-à-vis des gouvernés dont la nécessité fut issue de 1789<sup>17</sup>. Quoi qu'il en soit de l'évolution du régime, on a peine à croire que le modèle d'interprétation fondé sur une religion séculière, ainsi que cela été montré à propos du fascisme<sup>18</sup>, soit d'une réelle capacité heuristique<sup>19</sup>. En témoigne ainsi un passage du *Mémorial de Sainte-Hélène* publié en 1823 : « Les Anglais venaient de se saisir de Toulon, on avait besoin d'un officier d'artillerie distingué pour diriger les opérations du siège. Napoléon y fut envoyé. Là, le prendra

---

<sup>9</sup> Jean-Frédéric Schaub, « La crise hispanique de 1640. Le modèle des « révolutions périphériques » en question », dans *Annales H.S.S.*, 1994, 1, pp. 219-139

<sup>10</sup> Bertrand Badie, Pierre Birnbaum, *Sociologie de l'Etat*, Paris, 1982, pp. 154-168

<sup>11</sup> Louis Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'Etat (notes pour une recherche) », dans *La Pensée*, 1970, 151, pp. 3-38

<sup>12</sup> Immanuel Wallerstein, « La bourgeoisie : concept et réalité du XI<sup>ème</sup> au XXI<sup>ème</sup> siècle », dans Etienne Balibar, Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, Paris, 1997, pp. 191-194

<sup>13</sup> Elbaki Hermassi, « La Révolution française et le monde arabe », dans *Revue Internationales des Sciences Sociales*, 1989, 119, pp. 35-46

<sup>14</sup> Lucette Valensi, *Le Maghreb avant la prise d'Alger (1790-1830)*, Paris, 1969, pp. 114-116

<sup>15</sup> René Gallisot, « Les révolutions du tiers monde sont-elles contre le Capital de Marx ? », dans *Les Temps Modernes*, 1986, 477, pp. 35-46

<sup>16</sup> Walter Barberis, *Le armi del Principe. La tradizione militare sabauda*, Torino, 2003, pp. 5-135

<sup>17</sup> Guglielmo Ferrero, *Pouvoir. Les génies invisibles de la cité*, Paris, 1988, pp. 5-21

<sup>18</sup> Emilio Gentile, *La religion fasciste. La sacralisation de la politique dans l'Italie fasciste*, Paris, 2002, 355 p.

<sup>19</sup> Jacques-Olivier Bourdon, « Grand homme ou demi-dieu ? La mise en place d'une religion napoléonienne », dans *Romantisme*, 1998, 100, pp. 131-141

l'histoire, pour ne plus le quitter, là, commence son immortalité »<sup>20</sup>. Après la prise de Toulon le 17 décembre 1793 Las Cases prit soin d'insister sur le fait que Napoléon s'opposa à toutes les repréailles : « L'Empereur rendait à Robespierre la justice de dire qu'il avait vu de longues lettres de lui à son frère, Robespierre jeune, alors représentant à l'armée du Midi, où il combattait et désavouait avec chaleur ces excès, disant qu'ils déshonoraient la Révolution, et la tueraient »<sup>21</sup>. La guerre juste ne pouvait se décréter sans une légitimité populaire. A Nice en 1792 l'attitude à la tête de l'armée du Midi de d'Anselme releva tout autant du maintien de l'ordre public que d'une intervention dans le déroulement des élections auprès de la société populaire jusqu'à sa disgrâce prononcée à Paris au début de l'année 1793<sup>22</sup>. Le XIX<sup>ème</sup> siècle espagnol au-delà de 1808 fut une série d'avortements. Le retour aux temps anciens de la monarchie absolue comme le démarrage de l'ère nouvelle de la révolution industrielle échouèrent également<sup>23</sup>. Certes la Catalogne et le Pays Basque connurent l'industrialisation mais l'Andalousie demeurait latifundiaire et partout prima l'émergence d'une conscience sociale syndicale proche de l'anarchisme. De plus l'absence de capitaux propres fit que l'établissement des chemins de fer fut majoritairement concédé aux affairistes français au premier rang desquels les Pereire et prit la forme d'un réseau en étoile depuis Madrid<sup>24</sup>. Pour ainsi dire la modernisation de l'Etat se heurta aussi bien à la difficile germination de la souveraineté nationale qu'au développement fractionné du marché économique qui favorisaient la régionalisation des suffrages. Ainsi, après l'échec de l'établissement d'un Front populaire en 1936, le général Franco construisit un Etat propre à cristalliser la structure corporative hors des développements tant du libéralisme que du socialisme<sup>25</sup>. On a pu penser que cette vision fut elle-même un négatif du thème de la croisade franquiste qui aurait été menée au nom de la défense des valeurs véhiculées par l'Eglise contre la dérive communiste de la II<sup>ème</sup> République<sup>26</sup>. A la mort de Franco en 1975 c'est l'héritier du trône d'Espagne Juan Carlos qui prit les rênes du pouvoir et, malgré les inquiétudes initiales, fit évoluer le régime vers une monarchie constitutionnelle. Au Portugal, le coup d'Etat militaire qui porta Salazar au pouvoir en 1928 aboutit à un Etat dont l'autarcique retrait se déprit tant du libéralisme que du socialisme. Dans ces conditions favorables à la paupérisation du pays le maintien de l'Afrique dans le giron de la métropole était une exigence<sup>27</sup>. La sortie de crise de la « révolution des œillets » d'avril 1974 fut caractérisée par une redistribution des revenus avec une forte hausse des salaires notamment les plus bas, le contrôle des prix, et la nationalisation de crédit. L'absence d'adéquation entre la nouvelle demande et les structures productives existantes aboutit, faute de crédit extérieurs pour financer les importations, à une baisse du pouvoir d'achat durement ressentie par les classes moyennes. L'échec de l'expérience socialiste conduisit au Portugal dès 1975 à une sorte de transition libérale<sup>28</sup>. Quoique discutable l'emploi du terme de guerre civile pour caractériser la situation politique européenne entre 1914 et 1945 permet cependant d'arrimer l'histoire de la péninsule ibérique

---

<sup>20</sup> Las Cases, *Mémorial de Sainte-Hélène*, André Fugier (ed.), Vol. I, Paris, 1961, pp. 3-10

<sup>21</sup> Ibid., pp. 107-108

<sup>22</sup> Thierry Couzin, « La pénétration du langage de la Révolution dans le discours public à Nice en 1792 », *Communication au 131<sup>ème</sup> Congrès national des sociétés historiques et scientifiques*, Grenoble, 2006, (inédit)

<sup>23</sup> Pierre Vilar, « Coup d'œil sur l'Espagne contemporaine et la recherche historique », dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1986, 5, p. 15

<sup>24</sup> Pierre Vilar, *Histoire de l'Espagne*, Paris, 1976, pp. 60-78

<sup>25</sup> Eric J. Hobsbawm, *L'Age des extrêmes. Histoire du court XX<sup>ème</sup> siècle 1914-1991*, Bruxelles, 1999, pp. 158-161

<sup>26</sup> Emile Temime, *1936. La Guerre d'Espagne commence*, Bruxelles, 2006, pp. 112-116

<sup>27</sup> Armelle Enders, *Histoire de l'Afrique lusophone*, Paris, 1994, pp. 93-95

<sup>28</sup> Serge-Christophe Kolm, « Chili-Portugal : vers une théorie des processus révolutionnaires modernes », dans *Annales E.S.C.*, 1976, 6, pp. 1245-1261

à ses sœurs latines<sup>29</sup>. La notion de crise, aussi bien politique que culturelle, économique et sociale, qui frappa entre les deux guerres mondiales ce qui devint alors le vieux continent rend également possible les comparaisons entre les régimes autoritaires de différents Etats<sup>30</sup>. Un témoin de ce temps y vit l'extinction de l'histoire mélodique : la mondialisation frappait d'obsolescence l'harmonie ancienne entre les hommes et l'espace phénoménologique de leurs manifestations<sup>31</sup>. Les publications les plus récentes montrent qu'il n'est pas sans danger de puiser dans la culture politique d'un pays en quête de précurseurs en une sorte de généalogie dans la mesure où le fascisme se montra tout à fait apte à s'approprier l'histoire comme la science contemporaine pour les fondre en une synthèse inédite<sup>32</sup>. En tant que processus de confiscation plébiscitaire du suffrage parlementaire, appuyés sur la collusion entre l'appareil militaire et le domaine civique, les journées de Brumaire et la Constitution de l'an VIII devinrent ainsi un utile instrument d'interprétation rétrospective dans des régimes qui se vivaient de l'intérieur comme révolutionnaires<sup>33</sup>. Par ailleurs l'organicisme d'Ancien Régime fut réactualisé en fonction d'une récupération raciale du darwinisme social fort différent du positivisme qui voyait dans la survie de l'homme en société un constat fondateur de la psychologie qui nécessitait une pédagogie appropriée non à une formation professionnelle particulière mais bien plutôt aux responsabilités familiales et civiques<sup>34</sup>. Si le concept de Progrès était déjà bien connu des Anciens le mot ne devint un terme consacré par l'usage que dans la seconde moitié du XVIIIème siècle. Il avait cependant fait son apparition dans la langue française en 1532 et en 1562 tandis que le terme progressif y était déjà courant depuis 1472. Progresser malgré tout dut attendre 1831 dans l'idiome qui était alors déjà depuis un demi siècle l'expression favorite du changement en politique<sup>35</sup>. En ses diverses occurrences le terme d'Homme est valorisé au XVIème siècle en tant qu'être sociable dès 1552 mais, dans la mesure de son temps individuel, selon l'apparition de ce vocable en 1490, bien différente de la durée toute orientée à partir du présent que délimita la Renaissance, les avancées furent lentes : le mot de chronologie ne naît qu'en 1579<sup>36</sup>. Depuis l'expédition du Directoire en Egypte jusqu'au soulèvement de la Russie, ce sont les confins de l'Europe qui se virent définis d'après un principe de classification des peuples au regard d'un critère de civilisation appuyé sur la science et la nation<sup>37</sup>. Du coup on pouvait encore considérer la fiction ethnique comme nécessaire à une forme nationale fondée sur la langue et la race<sup>38</sup>. Après le Congrès de Vienne, les dynasties revinrent au pouvoir et avec elles une légitimité reposant sur le métissage des grands lignages : une Europe avant l'Europe qui dut pour se perpétuer renoncer à la Providence au bénéfice de la nationalité dont l'abandon du latin comme langue administrative en faveur de l'allemand aussi tardivement qu'au milieu du XIXème siècle dans

---

<sup>29</sup> Giorgio Rumi, « Unità e particolarismi nel progetto Europa », dans *Fondazione Rui. Rivista di Cultura Universitaria*, 1991, 47

<sup>30</sup> Ralph Schor, *Crises et dictatures dans l'Europe de l'entre-deux-guerres 1919-1939*, Paris, 1993, 127 p

<sup>31</sup> Paul Valéry, « De l'Histoire », dans *Regards sur le monde actuel et autres textes*, Paris, 1945, pp. 35-38

<sup>32</sup> Enzo Traverso, « Interpréter le fascisme », dans *Revue internationale des livres et des idées*, 2008, 3, pp. 13-14

<sup>33</sup> Regina Pozzi, « Come nasce un modello politico. Le giornate di brumario e le origini del cesarismo », dans *Il Pensiero Politico. Rivista di Storia delle Idee Politiche e Sociali*, 2003, 3, pp. 493-496

<sup>34</sup> Giuseppe Sergi, *Scritti pedagogici*, Hervé A. Cavallera (ed.), Lecce, 2000, 276 p

<sup>35</sup> Vasco de Magalhaes-Vilhena, « De l'idée de Progrès dans l'Antiquité », dans *Anciens et modernes. Etudes d'histoire sociale des idées*, Paris, 1986, pp. 78-79

<sup>36</sup> Georges Matoré, « Le vocabulaire du XVIème siècle. Essai de classement », dans *Cahiers de Lexicologie*, 1987, 2, pp. 180-181 et 183-184

<sup>37</sup> = Stuart J. Woolf, « The construction of a european world-view in the revolutionary-napoleonic years », dans *Past and Present*, 1992, 137, pp. 72-101

<sup>38</sup> Etienne Balibar, « La forme nation : histoire et idéologie », dans Etienne Balibar, Immanuel Wallerstein, op. cit., pp. 117-143

l'Empire Habsbourg fut un signe<sup>39</sup>. Reste que, en tant qu'il semble intimement lié à l'idée de fin de l'Histoire, le totalitarisme est considéré comme la négation du politique<sup>40</sup> compris comme l'institutionnalisation des oppositions d'opinions suivant laquelle c'est l'Etat qui devenait le régulateur des conflits. Se logeait ainsi au cœur du pluralisme une contradiction fondamentale qui enveloppait d'un même mouvement sa propre dérive bureaucratique<sup>41</sup>.

Quant aux trente glorieuses, de nos jours les collectivités vivent encore sur l'idée que le progrès technique engendre avec la tertiairisation de l'économie une libération de l'Homme à l'égard de la machine qui lui ménage le temps libre des loisirs jadis réservés aux privilégiés de l'oisiveté<sup>42</sup>. Dans le droit fil de cette vision du monde développé on peut penser qu'à l'heure du numérique l'apprentissage de la lecture de la presse et du décryptage de l'image télévisuelle aidera à domestiquer la révolution de l'information<sup>43</sup>. Reconnaître en celle-ci un avatar de la révolution libérale mondiale qui a abouti à la destruction du mur de Berlin laisse cependant songeur sur le destin tout tracé vers des populations nomades à l'échelle de la planète<sup>44</sup>. Finalement, au plus proche des préoccupations de cette étude, depuis la conférence de Barcelone en 1995 la distinction entre pays méditerranéens membres de l'Union et pays tiers a proposé une dynamique d'extension d'un espace de coopération dont Chypre et Malte ont déjà pu bénéficier et à l'intérieur de laquelle l'Europe est appelée à se confondre dans un continent méditerranéen sans frontières<sup>45</sup>. Cette utopie du moins laisse sa place au sentiment d'appartenance à des territoires ce qui, après tout, participe aux fondements de la mémoire collective<sup>46</sup>.

---

<sup>39</sup> Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, 2002, pp. 32-34 et 87-88

<sup>40</sup> Raymond Aron, *Démocratie et totalitarisme*, Paris, 1965, pp. 359-374

<sup>41</sup> Georges Burdeau, *L'Etat*, Paris, 1970, 182 p

<sup>42</sup> Jean Fourastié, *Le grand espoir du XXème siècle*, Paris, 1963, pp. 338-364

<sup>43</sup> Jean-Noël Jeanneney, « L'histoire des médias et l'avenir des démocraties », dans *La démocratie occidentale au XXème siècle. Enjeux et modèles*, Jacques Marseille (dir.), Paris, 2000, pp. 295-299

<sup>44</sup> Francis Fukuyama, *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, Paris, 1992, pp. 378-380

<sup>45</sup> Salvatore Bono, « Sulla storia della regione mediterranea », dans *Mediterranea. Ricerche Storiche*, 2005, 5, pp. 409-418

<sup>46</sup> Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, 1994, pp. 114-145